

Harriet Friedmann

Diversité des agricultures familiales Exister, se transformer, devenir

Éditions Quæ

Le moment *iony* et la paysannerie indienne de l'Équateur

Michel Vaillant

Éditeur : Éditions Quæ
Lieu d'édition : Éditions Quæ
Année d'édition : 2014
Date de mise en ligne : 26 février 2021
Collection : Nature et société
EAN électronique : 9782759230235



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

VAILLANT, Michel. *Le moment iony et la paysannerie indienne de l'Équateur* In : *Diversité des agricultures familiales : Exister, se transformer, devenir* [en ligne]. Versailles : Éditions Quæ, 2014 (généré le 08 juin 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/quæ/29600>>. ISBN : 9782759230235.

LE MOMENT IONY ET LA PAYSANNERIE INDIENNE DE L'ÉQUATEUR¹

Michel Vaillant

Exploitation minifundiaire des Andes australes de l'Équateur... À l'énoncé de cette forme familiale de production agricole n'a-t-on pas tôt fait d'imaginer des paysans indiens, vêtus du poncho traditionnel, arc-boutés sur un araire ouvrant des billons serrés à flanc de montagne pour en extirper des tubercules aux formes, aux couleurs et aux saveurs diverses et variées ? À moins que ne surgisse d'abord l'image de ces femmes qui, portant mante épaisse à fond uni (*walkarina*) sur leurs épaules et jupe finement taillée (*pollera*) jusqu'aux chevilles, mènent, sur des sentiers étroits et escarpés, un petit troupeau ovin jusqu'aux froides pelouses d'altitude régulièrement plongées dans les brumes ?

On aurait peine à imaginer que la petite agriculture familiale, telle qu'elle est pratiquée de nos jours dans cette région du monde, repose pourtant sur des « moyens d'existence » (*livelihoods*) qui mettent en jeu des lieux, des métiers, des ressources, des valeurs, des institutions, etc., débordant très largement la seule sphère agricole et l'espace physique qui serait circonscrit à la seule communauté d'origine. Car cette forme familiale de production agricole tient aussi de la figure du paysan (sans signe d'indianité apparent) maniant la truëlle sur un édifice en construction, dans un quartier florissant de la ville états-unienne de New York ; et peut parfois renvoyer à la scène dramatique d'un garde-côte centraméricain remontant à la gaffe, sur le ponton du patrouilleur, le corps inerte d'un paysan parti chercher un emploi aux États-Unis d'Amérique...

1. La présente recherche a bénéficié de l'appui financier et institutionnel de l'Institut français d'études andines (Ifea, Umifre 17 MAE-CNRS USR 3337 Amérique latine), ainsi que de l'encadrement académique et scientifique de l'Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech, UFR 1102 Agriculture comparée et développement agricole).

AGRICULTURE FAMILIALE, *LIVELIHOODS* ET MIGRATION INTERNATIONALE

DES CAMPAGNES ANDINES AUX MÉTROPOLIS DES ÉTATS-UNIS

À la fin du xx^e siècle, les événements se nouent et se renforcent mutuellement (phénomène El Niño, propagation de la crise « asiatique » au sein du système financier équatorien libéralisé, faillite du système bancaire national), plongeant l'Équateur dans la plus grave crise de son histoire républicaine : poussée du chômage, appauvrissement de la population (en particulier rurale), creusement des inégalités de revenu, perte de souveraineté monétaire (dollarisation de l'économie), forte instabilité politique et, corollaire, un mouvement migratoire sans précédent vers l'étranger. Que devient alors la petite exploitation familiale minifundiaire du sud andin de l'Équateur dans ce moment de crise — moment que nous dénommerons *iony*, du sigle du groupe de mots « I ♥ New York » inscrit sur les autocollants des pare-chocs de voiture (Kyle, 2000), renvoyant de la sorte à l'un des lieux privilégiés de destination des émigrés équatoriens : les États-Unis d'Amérique ? Comment se transforme-t-elle selon que le processus migratoire vire à l'échec (expulsion du pays de destination, noyade en haute mer...), tourne à la réussite (amélioration des conditions matérielles d'existence, accumulation de capital...) ou que cette opportunité ne peut tout simplement être saisie ? Les changements qui s'opèrent au sein des *livelihoods* sont-ils de taille à modifier en profondeur le sens et les finalités de l'activité agricole, les rapports entretenus avec le milieu et le développement de la région d'origine ? Gray (2008) aborde ces questions dans l'extrême sud andin de l'Équateur, en partant d'un cadre SRL « classique » (Scoones, 1998 ; Ellis, 2000). Cette manière d'observer la réalité le conduit à défendre la thèse selon laquelle, malgré d'intenses mouvements migratoires et des flux importants d'argent en provenance de l'étranger, l'agriculture familiale de cette région ne souffrirait pas de changements drastiques. Le concept de système d'activité — qui partage certains points communs avec le cadre SRL revisité (*cf.* introduction de l'ouvrage) — est ici mobilisé pour traiter les mêmes questions, mais dans le cas de la haute vallée du Cañar : un « pays » (Lizet et de Ravignan, 1987) éminemment agricole, abritant une population majoritairement indienne et pauvre (~ 95 % en milieu rural) parmi les plus affectées par l'émigration (Herrera *et al.*, 2012). Sans négliger les conditions socio-économiques et bioclimatiques propres à chaque région, nous partons de l'hypothèse (qui prend le contre-pied de la thèse de Gray) qu'au sein d'une paysannerie rapidement allégée d'une part substantielle de ses effectifs, il n'est pas déraisonnable de penser que la petite exploitation minifundiaire connaisse de profonds changements, car historiquement fondée sur un usage intensif de main-d'œuvre

(Golte, 1987). Mieux, ces changements, de par la pluralité et la diversité des liens qui s'enchevêtrent de manière inextricable et à différentes échelles, s'accompagneraient d'une recomposition rapide et conséquente des espaces agraire, social et économique de la haute vallée du Cañar.

DES PENTES INÉGALEMENT AMÉNAGÉES PAR LES AGRICULTURES FAMILIALES

Située juste sous l'équateur, la haute vallée du Cañar présente un profil de pentes et de replats chahutés par la tectonique. Influencée par l'altitude (2 350-4 450 m), la diversité des conditions géomorphologiques et édaphiques est à l'origine de l'étagement de trois écosystèmes distincts, diversement mis en valeur :

- des terrasses superposées en escalier (formant le bas-pays, écosystème intensément cultivé), majoritairement recouvertes d'une végétation herbacée comprenant une grande variété de plantes, au premier rang desquelles figurent des graminées irriguées (destinée à l'alimentation de bovins laitiers) et des céréales cultivées en « pur » (blé, orge) ou associées (maïs) au haricot et à des cucurbitacées dans des champs emblavés et parfois contigus à des parcelles de tubercules et de légumineuses (pois) ;
- une corniche disséquée, à rupture de pente différentielle, constituant une unité de paysage dominée par de larges mosaïques de prairies et de petits champs de tubercules avec, par endroits, une lande récente suggérant l'enfrichement. Cette corniche s'intercale entre le bas-pays et ;
- des plateaux d'altitude sculptés par les glaces et recouverts d'une végétation à graminées, basse, dense et typique des Andes septentrionales : les *páramos*. Ils sont percés d'un chapelet de lagunes alimentant un réseau hydrographique organisé autour du Cañar, torrent qui entaille profondément, et avec une très grande netteté, la cordillère occidentale pour aller se jeter dans l'océan Pacifique.

APPROCHE CONCEPTUELLE ET POINTS DE MÉTHODE

LE CONCEPT DE SYSTÈME D'ACTIVITÉ, UNE CERTAINE PROXIMITÉ AVEC LE CADRE SRL

Le souci de privilégier la mise en évidence et la caractérisation des multiples relations qui lient l'événement migratoire et les transformations récentes de l'exploitation minifundiaire invite à mobiliser le concept de système d'activité, entendu comme un « ensemble dynamique et structuré d'activités en interaction mises en œuvre par une entité sociale donnée en mobilisant des ressources disponibles dans un environnement écologique et social donné » (Gasselin *et al.*, 2012). Ce concept s'applique ici à un ensemble de familles nucléaires qui disposent d'une même gamme de capitaux et pratiquent une combinaison similaire d'activités. Il permet

d'appréhender l'organisation au sein de la famille comme une combinaison spécifique d'au moins deux activités, dont l'une d'entre elles correspond à une production, animale ou végétale, considérée dans son acte de production initial. Ceci étant, l'intérêt porte moins sur les activités constitutives du système que sur les interactions qui s'établissent entre elles, la manière dont elles sont conduites et les conditions socio-économiques dans lesquelles elles sont mises en œuvre. Le concept partagé avec le cadre SRL revisité le soin apporté à : (i) inventorier les capitaux/ressources et saisir leurs modalités d'accès et (ii) décrire les diverses activités économiques (« extérieures » à l'exploitation agricole, créatrices de biens et de services susceptibles d'être échangés sur un marché ou non) pratiquées par les familles, afin de saisir leurs logiques de reproduction et d'accumulation. Il s'en distingue par le souci : (i) d'analyser l'activité par l'examen des pratiques (*ibid.*), (ii) de s'enfoncer dans l'histoire pour en repérer les discontinuités majeures et (iii) de garder à l'esprit la dynamique d'emboîtement des échelles spatiales, dans la mesure où « ce qui se passe à un niveau donné dépend en effet du fonctionnement de niveaux plus englobants, et retentit de la même façon sur les niveaux d'ordre inférieur » (Milleville, 2007).

L'OBSERVATION ET LE DIALOGUE COMME FONDEMENTS DE LA MÉTHODE

Accordant la primauté au terrain, la méthode employée compte une série d'étapes où les observations *in situ* du chercheur, la conduite et l'interprétation de dialogues noués avec les familles paysannes nourrissent une succession de modélisations. La première tient du zonage du paysage, un exercice de modélisation par l'observation destiné à caractériser les divers modes d'exploitation et de mise en valeur des écosystèmes étagés constitutifs de la haute vallée du Cañar. L'observation porte aussi sur la description des dimensions matérielles et organisationnelles de l'espace (aménagement physique, distribution et type d'habitat, rapports sociaux et institutionnels...). En convoquant la mémoire des anciens, le dialogue avec des scientifiques contemporains (historiens, archéologues, anthropologues) et la consultation de la littérature, la seconde modélisation séquence l'histoire pour rendre intelligible l'enchaînement des faits majeurs à l'origine de l'exploitation minifundiaire indienne du haut-Cañar d'aujourd'hui. La troisième consiste en la modélisation du fonctionnement technico-économique du système d'activité mis en œuvre par les familles à la tête de cette forme contemporaine de production agricole, en fonction du rapport qu'elles entretiennent avec le fait migratoire :

- les jeunes ménages qui sont restés au pays, faute d'avoir pu réunir les conditions du départ ou d'avoir réussi dans leur tentative, bien plus rarement par choix (existence d'alternatives locales) ;
- les familles transnationales (Cortes, 2011) au commencement, dont le chef a récemment émigré (< 2 ans) ;

- les familles dites monoparentales, au sein desquelles l'émigration a viré à l'échec (veuvage, divorce, incarcération à l'étranger...) sans accumulation préalable de capital ou d'agrandissement de l'exploitation agricole, la femme se retrouvant dès lors seule au pays à devoir subvenir aux besoins de sa famille ;
- les familles transnationales dites « *iony* stabilisées » au sein desquelles le mari émigré, absent depuis plusieurs années (> 5 ans), procède à des transferts réguliers d'argent.

Directement reliées aux processus techniques, les performances économiques des systèmes d'activité mis en œuvre par ces quatre catégories de familles ont été évaluées. Pour ce faire, nous avons conduit, entre janvier et octobre 2008, 44 entretiens compréhensifs conçus autour d'axes thématiques préalablement établis qui incluaient tout particulièrement le rapport au fait migratoire, la nature des activités pratiquées et le temps de travail qui leur est consacré, ainsi que les dotations différenciées en capitaux (Ellis, 2000). Celles-ci, pondérées à dire d'expert, ont fait l'objet d'une modélisation utile pour représenter, puis comparer, le poids de chacun des cinq types de capitaux (naturel, humain, social, physique et financier) mobilisés par les familles dans la conduite de leur exploitation agricole minifundiaire d'une part et dans les activités « extérieures » d'autre part.

GENÈSE ET TRANSFORMATIONS RÉCENTES DE L'EXPLOITATION MINIFUNDIAIRE INDIENNE

L'EXPLOITATION MINIFUNDIAIRE INDIENNE, LEGS DE LA COLONISATION ESPAGNOLE

À l'époque précolombienne, la puissante ethnie cañari installée dans la haute vallée édifia des constructions sociales complexes et des institutions efficaces afin de valoriser la grande diversité des conditions bioclimatiques résultant de l'étagement altitudinal (Oberem, 1981). La fine organisation du chevauchement de cycles agricoles pratiqués sur des étages distincts permit la diversification des productions végétales, l'échelonnement des périodes de travail tout au long de l'année (usage optimal de la force de travail disponible) et la minimisation du risque de récoltes nulles ou faibles (Golte, 1987). C'est ainsi que les terrasses « naturelles » du bas-pays devinrent très tôt terroir du maïs (cultivé au sein de complexes systèmes de culture associant légumineuses et cucurbitacées), tandis que la corniche et les hauts reliefs tabulaires servirent de réserves de chasse, de pêche, de bois de chauffage et de construction, d'herbes médicinales, etc. Les Espagnols (après une courte présence inca) déstructurèrent l'organisation précolombienne pour mettre en œuvre un type d'agriculture se rapprochant de celui à jachère et à culture attelée légère de l'Europe méditerranéenne de l'époque : peu exigeant en travail, ce type d'agriculture spécialisée associait des élevages

(bovins et équins) pastoraux en corniche et sur les *páramos* à la culture pluviale du blé au bas-pays. Les Indiens, estourbis de corvées et d'impôts, cantonnés sur un espace tout juste suffisant pour — en principe — satisfaire leurs besoins essentiels, s'efforcèrent de maintenir une agriculture vivrière diversifiée associant des espèces animales et végétales d'origine locale à des espèces importées par les Espagnols. Ce système agraire, dual, résolument ouvert, s'est maintenu sans modification substantielle jusqu'au milieu du xx^e siècle, les élites créoles se substituant à l'administration coloniale après l'Indépendance (1822). De cette histoire coloniale et républicaine naît une forme familiale emblématique de production agricole : l'exploitation familiale indienne minifundiaire.

Jusque-là, la haute vallée du Cañar, riche de ses potentialités agro-écologiques et de sa position relativement privilégiée dans l'espace national, constitua une petite région très convoitée et un important carrefour d'échanges (facilités par le remarquable axe de circulation que constitue le torrent Cañar). Mais avec les politiques mises en œuvre à partir des années 1960 (celles d'industrialisation par substitution d'importations puis néolibérales), elle perdit beaucoup d'un coup, notamment sa fonction de grenier à blé (avec la concurrence nord-américaine) et sa place, dans l'espace national, en tant que point de passage entre le littoral et Cuenca (avec la fin du rail et l'essor de tracés routiers concurrents). Ces politiques, contraires aux intérêts d'une paysannerie pourtant délivrée du carcan de l'*hacienda* (Barsky, 1984), mirent à nu la faible productivité du travail agricole dans une montagne du « tiers-monde » mise en concurrence avec d'autres régions de la planète autrement plus productives. Ces politiques ne mirent pas non plus fin au minifundisme, du fait de réformes agraires timides (Cueva, 2003) et d'un accroissement démographique soutenu. Quelques familles mieux dotées en capitaux (social notamment) parvinrent bien à tirer parti de ces réformes : elles accrurent la taille de leur exploitation, formant ensemble un front fourrager avançant sur la corniche dans le but de produire du lait, une orientation agricole prise plus tôt par les grands domaines fonciers en cours de démantèlement. Mais pour les familles indiennes minifundistes, il s'agit d'ajuster leurs pratiques agricoles aux exigences du marché. Pour réduire le temps passé sur l'exploitation — dont le revenu souffrait d'une baisse tendancielle des prix agricoles réels (García Pascual, 2006) et de la permanence d'un outillage manuel — et l'affecter à des activités « extérieures » rémunérant davantage le travail, ils simplifièrent leur système de polyculture-élevage diversifié : réorganisation des successions culturelles par un processus de sélection des espèces (abandon de celles trop exigeantes en travail, à croissance lente ou sans débouché commercial au profit d'espèces valorisant davantage les espaces libérés), affranchissement des obligations collectives (fin de l'assolement réglé, attribution d'usufruits individuels permanents), adoption de nouvelles pratiques agricoles faisant moins de cas des processus biologiques (raccourcissement de la durée de la friche

herbeuse, emploi croissant d'intrants de synthèse, substitution du capital au travail). C'était le temps des migrations circulatoires (Cortes, 2008) organisées entre la haute vallée du Cañar et les bassins d'emploi de l'Équateur (vastes bananeraies et complexes sucriers du littoral pacifique, chantiers de construction des villes en pleine expansion).

Puis survint le moment *iony*. Sans ressource minière à exploiter ni d'industrie autre que l'industrie laitière, éloignée des grands centres de consommation nationaux et internationaux, la haute vallée du Cañar franchit un nouveau palier dans son intégration à la mondialisation (Dollfus, 2007) : elle poursuit sa spécialisation dans les productions pour lesquelles elle disposait d'avantages comparatifs, à savoir la production laitière (destinée au marché intérieur, protégé de la concurrence étrangère par des barrières douanières), d'une part, et la main-d'œuvre abondante et à bas coût qu'elle exportait dorénavant à l'étranger, d'autre part. Des centaines de paysans partirent chercher un emploi, pour bon nombre d'entre eux aux États-Unis, empruntant pour ce faire le réseau migratoire édifié trente ans plus tôt par la bourgeoisie chapelière de Cuenca (berceau de l'émigration équatorienne) sur les ruines du circuit commercial du chapeau de paille *toquilla*, le si mal nommé chapeau panamá (Palomeque, 1990 ; Kyle, 2000).

DU JEUNE MÉNAGE AU PAYS À LA FAMILLE TRANSNATIONALE

Lorsqu'advient le moment *iony*, les jeunes ménages, qui sont (le plus souvent) contraints de rester au pays, mettent en œuvre, au sein de leur exploitation minifundiaire, des systèmes de polyculture-élevage diversifiés, organisés de manière à ce qu'ils procurent la majorité des denrées nécessaires à la satisfaction de leurs besoins essentiels : sur la corniche, deux cycles de tubercules andins précèdent un pâtis exploité par un petit troupeau bovin/ovin à finalités mixtes ; aux abords des habitations, une basse-cour (quelques cobayes et poules pondeuses, un porc d'engraissement) et sur les terrasses du bas-pays, une *chacra andina* qui fournit céréales (maïs, orge, blé), légumineuses (pois, haricot associé au maïs, fève) et cucurbitacées (courge de Siam, courge musquée, concombre grim pant).

Cette unité de production agricole tire son existence du complexe tramage de rapports sociaux légués par l'Histoire. Ne disposant pas de terre en propre, l'accès à cette dernière dépend de la situation des exploitations mères auxquelles ces unités restent étroitement liées et, bien souvent, de leur appartenance à la communauté pour exploiter un lopin en usufruit sur les communaux. Ils travaillent en métayage les champs de leurs parents et beaux-parents, d'affins et/ou de voisins, et dépendent de ces derniers pour l'affouragement de leur petit troupeau mixte. Ils sont presque systématiquement chargés de la conduite du troupeau de leurs aînés et participent très régulièrement aux tâches jalonnant le calendrier agricole de la ou des exploitations mères. Ils le font en échange de l'accès au capital naturel (ressources

fourragères, terre, eau...) et d'une rémunération en nature (une portion de la récolte — *ración* — estimée par les propriétaires selon la quantité de travail apportée). Ceci étant, la précarité foncière est de mise car les soles de leur exploitation minifundiaire ne sont figées ni dans le temps, ni contenues dans l'espace : elles peuvent ne pas être les mêmes d'une année à l'autre, en fonction des choix de cultures et des rotations pratiquées par les propriétaires fonciers. Les jeunes ménages au pays se trouvent dès lors contraints d'activer leur capital social (liens de parenté et d'affinité, adhésion à la communauté) de façon à reconstituer, même temporairement, une unité de production de taille suffisante pour assurer leur sécurité alimentaire. Cette sécurité, qui ne se raisonne pas à la seule échelle de l'exploitation agricole, implique de pouvoir compter sur le soutien de ses proches en cas de coup dur et, plus généralement, de disposer d'un collectif suffisamment large et immédiatement disponible pour ajuster, le cas échéant, leur calendrier de travail. Si subsistent encore de nos jours des modalités d'organisation de la production héritées du passé (usufruit d'un lopin individuel sur les communaux, entraide, *al partir* entre générations, mise en commun des moyens de production), c'est d'abord parce qu'en dépit des contraintes qu'elles génèrent, elles constituent des formes de protection collectives — efficaces au regard des conditions socio-économiques dans lesquelles ces familles minifundistes opèrent — qui permettent de « tenir ensemble ».

Ceci étant, la satisfaction de leurs besoins résulte de la combinaison de la polyculture-élevage avec des activités exercées à temps partiel procédant bien souvent, ici aussi, de capitaux dont disposent leurs ascendants (savoirs et savoir-faire, réseau social, équipements que l'on emprunte, etc.) ou de l'épargne des migrants : couture, première transformation de produits agricoles (jus d'agave, sauce de graine de courge), négoce de détail pratiqué certaines fins de semaine, emploi d'apprenti-maçon sur les chantiers de la haute vallée pour la construction des habitations des migrants, participation rémunérée aux travaux collectifs pour le compte de familles membres de la communauté, bref toutes activités rendant manifeste la recherche d'optimisation de l'emploi de la main-d'œuvre sur l'année (figure 6.1).

Au bout du compte, les jeunes ménages au pays consacrent moins d'un tiers de leur temps à l'agriculture, dont la part dans le revenu familial total se révèle inférieure à 40 % (tableau 6.1). Les résultats sont tout autres pour les familles transnationales au commencement : à peine plus de 30 % du temps de travail est affecté à l'agriculture, le revenu correspondant contribuant pour moins de 10 % à la formation du revenu total. Si les premiers parviennent tout juste à satisfaire leurs besoins fondamentaux et consomment la totalité de leurs revenus (pas d'épargne, ni d'accumulation), les seconds — en dépit du remboursement de l'emprunt lié au passage et du niveau de vie moyen plus élevé — dégagent un revenu presque cinq fois supérieur. C'est dire si l'émigration peut apparaître, aux yeux de nombreux minifundistes, comme une voie rapide de sortie de la pauvreté. Néanmoins,

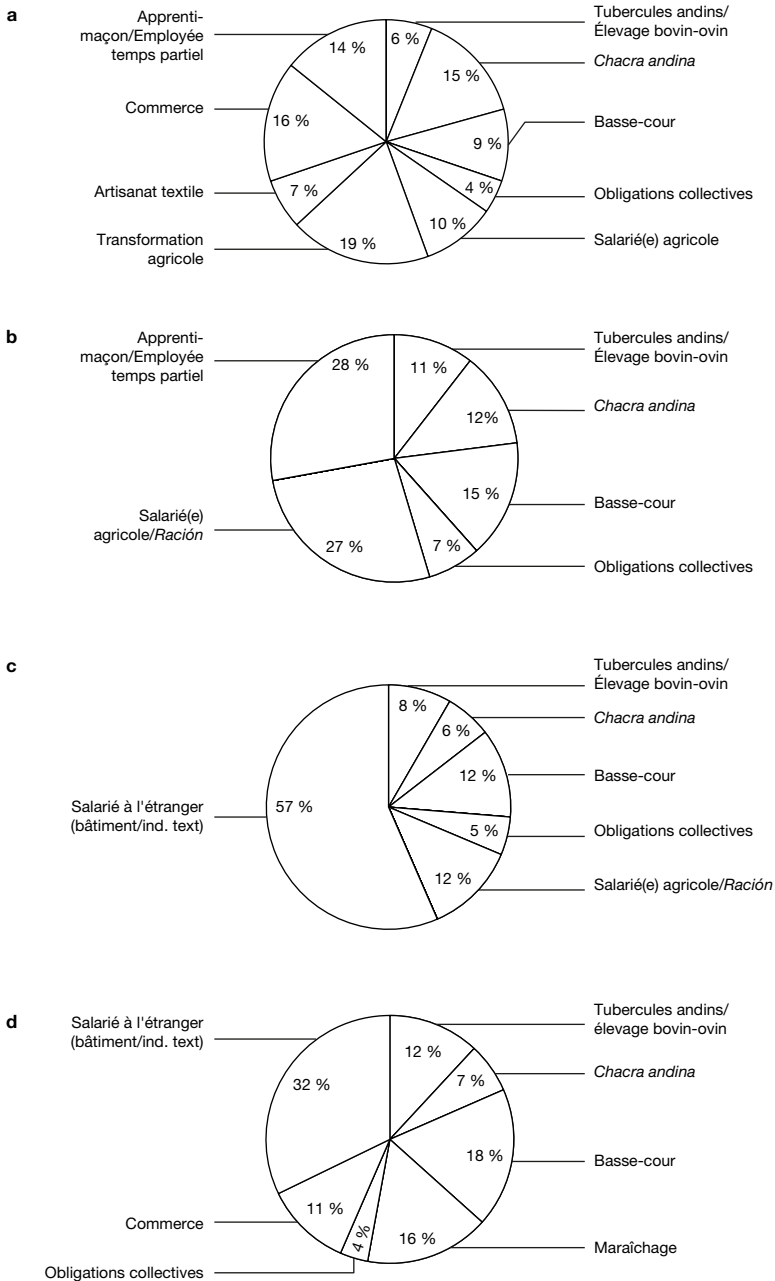


Figure 6.1. Diversité des activités pratiquées et part de la main-d'œuvre affectée à chacune d'entre elles (%), selon les familles.

a. Jeunes ménages au pays ; b. Familles monoparentales ; c. Familles transnationales au commencement ; d. Familles transnationales (*iony* stabilisées).

force est de constater que l'émigration dissout d'un coup le schéma des jeunes ménages au pays. La structure familiale « vole en éclats » : bipolarisation spatiale, déphasage accru des pôles de décision, de gestion et d'accumulation, réintégration de la jeune épouse au foyer parental dans certains cas, franche division du travail, dispersion des lieux et écarts de revenu entre les sexes. Faute de main-d'œuvre très probablement (division par deux du volume de travail disponible au sein de la famille), les familles transnationales au commencement opèrent une reconversion rapide, mais partielle, de leur unité de production agricole vers l'élevage bovin laitier (réduction des deux tiers de la *chacra andina* par rapport à celle exploitée par les jeunes ménages). Les transferts d'argent servent en priorité à satisfaire les besoins de première nécessité au premier rang desquels figure l'alimentation. Celle-ci provient pour une part de la haute vallée (aliments typifiés comme le cobaye, l'orge, le maïs ou la pomme de terre), pour une autre part, croissante semble-t-il, de régions autres (blé et légumineuses alimentaires issues de régions voisines plus « compétitives », biens industriels importés...).

Tableau 6.1. Affectation du temps de travail et contribution des différentes activités à la formation du revenu total, selon les catégories de familles.

	Jeunes ménages au pays	Familles transnat. (au début)	Familles mono-parent.	Familles transnat. (ion y stab.)
Surface agricole utile (ha)	2,0	2,1	2,1	5,0
Emigration	Non	Oui	Échec	Oui
Revenu annuel total (USD 2007)	3 268,5	19 424,7	2 691,4	23 403,5
• Agriculture	1 243,2	1 123,1	858,8	1 791,9
• Activités « extérieures » indépendantes	405,3	0,0	0,0	111,5
• Activités salariales	1 270,0	20 960,0	1 482,7	21 500,0
• Redistributions sociales	350,0	-2 658,3	350,0	0,0
Revenu jour./actif fam. (USD 2007)	2,4	10,9	2,5	12,3
Seuil de survie (USD 2007/jour)	2,6	6,5	2,6	6,5
Affectation de la main-d'œuvre				
• Temps consacré à l'agriculture (%)	34,7	31,3	45,4	56,5
• Temps consacré aux autres activités (%)	65,3	68,7	54,6	43,5
Part de l'agriculture dans le revenu (%)	38,0	5,8	31,9	7,7

Cette forme familiale de production agricole, qui naît du départ de l'un de ses membres (occupé dans des activités salariées peu qualifiées), modifie la structure de ses capitaux, en les transférant de la sphère agricole à la sphère non agricole : capital naturel analogue, capital financier en phase d'accumulation à l'étranger (emprunt pour financer le passage, épargne). Quant au capital social, s'il est difficile d'estimer l'évolution de son volume (densité et diversité des réseaux et des organisations d'appartenance), il est plus aisé de relever la transformation de sa nature. Car nombre de ces familles transnationales au commencement se délient progressivement du collectif (« mise en dormance » du métayage agricole, recours limité à l'entraide), se retirant peu à peu de la communauté pour « placer » leur capital social dans le réseau migratoire (diaspora mobilisée pour trouver un emploi, se loger, passer les dimanches au parc ; secteur financier formel *via* les agences de transfert d'argent liant ici et là-bas). Pour autant, la crise états-unienne des *subprimes* leur rappela avec force l'importance du collectif, de la famille élargie. Ainsi a-t-on vu, à cette occasion, les épouses restées au pays accroître leur charge de travail, qu'elles avaient précédemment réduite en raison des envois d'argent. Avec la baisse de ces derniers, le temps était en effet à la réactivation de capitaux et d'activités jusque-là « mis en dormance ». Quand elles ne tentaient pas d'émigrer à leur tour, des femmes remirent l'ouvrage sur le métier, au sens littéral du terme : la machine à coudre fut en effet ressortie du local où elle avait été remisee avec la réception des premiers mandats. Pour d'autres, ce fut le commerce de détail — celui des fins de semaine — qui fut relancé. Mais il fallut surtout s'affairer à « réactiver » son réseau dans le but de reprendre des terrains en métayage (avec parents et voisins), de travailler pour la *ración* et d'autoproduire de nouveau les aliments qu'elles se procuraient jusque-là sur le marché grâce aux envois d'argent. En fait, toute activité susceptible d'atténuer l'effondrement des mandats était réamorcée, selon les capitaux (notamment social et humain) dont disposaient les familles.

Avec le temps, une émigration « réussie » (emploi régulier de l'époux à l'étranger et transferts d'argent systématiques depuis au moins cinq ans) permet aux familles transnationales « *iony* stabilisées » d'accumuler du capital (figure 6.2) : naturel (achat de terrains à fortes potentialités productives), physique (équipements et outillages agricoles) et financier (épargne à investir au pays). La conjonction de ces capitaux dessine les contours d'une forme de production agricole qui glisse du caractère familial au caractère patronal : des journaliers sont embauchés pour mener à bien de nouveaux ateliers de production d'aliments à forte valeur ajoutée (fruits et légumes). On peut en revanche se demander ce qu'il en est du capital humain quand le migrant tend à se spécialiser dans des emplois salariés autrement mieux rémunérés à l'étranger mais peu qualifiés, et que son épouse au pays délaisse nombre d'activités (« extérieures ») autrefois pratiquées au long de l'année ? N'assisterait-on pas à une forme de prolétarianisation quand la perte de savoirs et de savoir-faire

altère le capital humain des parents, en dépit du fait que celui-ci peut être relevé par l'investissement dans l'éducation des enfants (voie assurément escarpée et tortueuse, mais considérée par beaucoup de parents comme une alternative à l'émigration et à un avenir agricole jugé bien sombre²) ? Quant au capital social de ces familles, il tend à se réinvestir localement : proximité avec les initiatives de développement rendue possible par les capacités financières permettant de répondre aux exigences de ces dernières, adhésion au groupement de producteurs agro-écologiques pour écouler leur production sur le marché de Cuenca, prestige social, prise de responsabilité (en accord avec l'époux) au sein des instances communautaires, etc.

Il en est tout autre lorsque l'émigration tourne à l'échec, laissant derrière elle des familles monoparentales. Pour celles-ci, l'agriculture, qui occupe les deux-tiers de leur main-d'œuvre et contribue, pour plus de 70 %, à la formation de leur revenu total, occupe une place centrale dans leurs *livelihoods*. Malgré des performances économiques plus ou moins comparables à celles des jeunes ménages au pays (tableau 6.1), les combinaisons d'activités pratiquées par les familles monoparentales sont fragilisées par la difficulté qu'elles ont à rester dans le jeu des échanges : quand le principal capital (la main-d'œuvre) vient à manquer, il devient en effet extrêmement difficile d'accéder, par l'échange, aux ressources détenues par d'autres familles. La moindre productivité journalière du travail agricole expliquerait également pourquoi ces familles monoparentales passent moins de temps à produire des biens alimentaires pour leur propre usage et ne pratiquent pas, ou très peu, d'activités indépendantes (artisanat, commerce). Elles se consacrent à la vente de leur force de travail, en recherchant la rémunération la plus élevée possible, dans le but de dégager les revenus nécessaires pour se procurer les denrées qu'elles ne produisent plus elles-mêmes. Ceci étant, ces activités salariées sont exercées localement (vachère, cuisinière, employée domestique), le plus souvent à temps partiel, de façon irrégulière pour certaines d'entre elles, hachant de la sorte les journées et laissant, en conséquence, des plages de travail inoccupées. Il en résulte une structure d'emploi « extérieur » manifestement très précaire, à l'origine de contraintes de travail parfois fort complexes. L'allocation publique de solidarité (13 % du revenu total) devient alors une nécessité absolue tout comme, pour certaines d'entre elles, l'occupation par voie de fait de terrains prétendument abandonnés qu'elles exploitent pour nourrir leur petit troupeau.

En résumé, si les formes d'agriculture pratiquées par les différentes familles minifundistes combinent des ateliers similaires de production agricole (*chacra andina*, basse-cour, système « tubercules andins/élevage bovin et

2. La question délicate de la transmission de l'exploitation (report dû à l'allongement de l'espérance de vie des parents), la faible rémunération du travail agricole et le prestige social de ceux qui ont réussi en émigrant contribuent très probablement à détourner nombre de jeunes de l'agriculture.

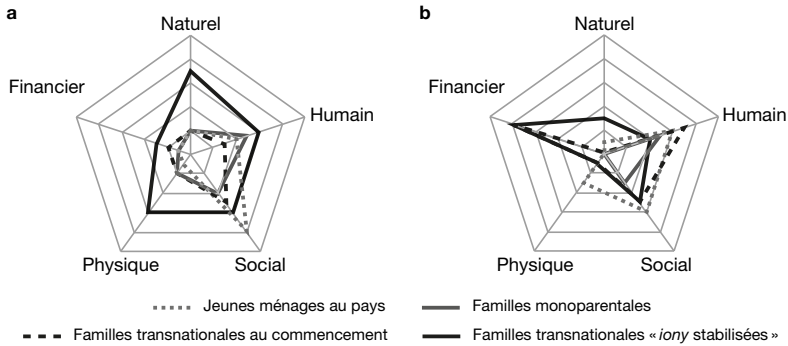


Figure 6.2. Mobilisation des capitaux selon le secteur économique et les catégories de familles.

a. Capitaux mobilisés dans l'agriculture ; b. Capitaux mobilisés hors agriculture.

ovin»), elles se distinguent par leur intensité en capitaux physique et financier, par l'épaisseur et la nature du capital social mobilisé ainsi que par le capital humain disponible (figure 6.2). Le processus de différenciation se donne à voir avec d'autant plus de netteté encore dans la nature des activités « extérieures », dans les capitaux (mobilisés hors agriculture) nécessaires à leur exercice et dans les performances économiques des différents systèmes d'activité mis en œuvre. L'accumulation des différents types de capitaux observée chez les familles transnationales « iony stabilisées » irait ainsi dans le sens (politique) d'un encouragement à l'émigration. Pour autant, n'y aurait-il pas un risque, en négligeant les « externalités négatives » de cette dernière (précarité des conditions de vie du clandestin à l'étranger, modification — parfois violente — des rapports familiaux et intergénérationnels, transformation des codes sociaux et symboliques, etc.), de sous-estimer les coûts qu'elle engendre et de surestimer les éventuels bénéfices résultant de la décision de partir ? De plus, si l'émigration profite directement à certaines familles transnationales, est-elle pour autant conforme à l'intérêt de la paysannerie indienne ? Il n'est en effet pas certain que l'amputation de ses forces vives serve, à terme, l'amélioration de ses conditions de vie matérielle d'existence ainsi que le développement d'une haute vallée du Cañar où sont à l'œuvre aujourd'hui des transformations pour le moins significatives.

L'ÉMIGRATION FACTEUR DE TRANSFORMATION DES ESPACES AGRAIRES

Les interactions, multiples et diverses qui lient la société de la haute vallée du Cañar à sa diaspora (transferts d'argent, échanges téléphoniques, prises de décision, passages...) modifient substantiellement la démographie et l'occupation de l'espace (déprise rurale, urbanisation et concentration de l'habitat le long des principales voies de desserte) tout en interrogeant les

rapports des familles transnationales à l'agriculture. La résidence en ville (choix partagé par un nombre grandissant de familles transnationales), au plus près des services publics et des commerces, a peu de choses à voir avec celle en campagne, loin des voies de communication mais au plus près des champs et des élevages. Car habiter en campagne permet une observation fine du développement des cultures, du comportement des animaux, des phénomènes climatiques, en résumé des interrelations dynamiques entre les différents êtres vivants. Cette observation, que l'on partage au sein de la famille et de la communauté, contribue à l'expérimentation *in situ*, à l'accumulation de savoirs et à l'adaptation de savoir-faire, à l'élaboration graduelle de réponses appropriées aux évolutions des rapports entre l'homme et son milieu. Les résidents en ville, pour leur part, ne manquent jamais, avant de gagner leur exploitation, de se renseigner auprès des producteurs du coin sur le climat, l'état des plantes, la disponibilité en eau agricole, la présence d'éventuels bio-agresseurs, les tâches à entreprendre en priorité, etc. Cette distance mise avec le champ ou le troupeau n'est probablement pas sans conséquence sur les représentations que les jeunes se font de l'activité agricole, à l'instar des migrants de retour après une expérience à l'étranger ou des femmes de migrants plus occupées à d'autres activités que l'agriculture. Beau sujet de raillerie d'ailleurs que ces paysannes qui, au dire des anciens, n'en auraient plus que le nom... Il semble donc que la haute vallée du Cañar se restructure rapidement autour de la ville, avec pour effet de bouleverser en profondeur les rapports qu'entretiennent les différentes catégories de la société agraire à l'espace.

L'espace agraire, lui, se différencie selon les potentialités productives de ses différentes sections. L'essor de l'élevage bovin laitier, le développement des techniques agricoles (stimulé par la hausse du pouvoir d'achat des familles transnationales) comme le tracteur, la spécialisation progressive de la région selon ses avantages comparatifs, la substitution du capital au travail marquent le paysage agraire d'une empreinte paradoxale : alors que les sections de moindre aptitude agricole sont progressivement abandonnées (enfrichement et retour partiel du milieu à la nature), d'autres sections pourtant plus éloignées des habitations sont mises en culture (avancée du front fourrager dans l'écosystème paraméen), ce qui n'est d'ailleurs pas sans menacer un écosystème réputé aussi fragile qu'il est riche en biodiversité. Ce paradoxe témoigne d'hétérogénéités provenant de variations agro-écologiques mais aussi d'inégalités socio-économiques entre unités de production. Il est probable que l'émigration clandestine contribue d'ailleurs à accentuer ces inégalités. Tel est le cas de l'inégalité d'accès à la terre, ce capital qui demeure à la fois la base économique de bien des familles (terre comme moyen de production), un poids symbolique de la propriété privée après des siècles de domination de l'oligarchie foncière (terre comme valeur patrimoniale), une sécurité en cas de perte d'emploi extérieur ou de retour forcé au pays (terre comme « valeur refuge »), un

objet de spéculation et d'investissement (terre comme garantie pour payer le passage par exemple), bref un « espace aux vocations multiples » (Mendras, 1992). L'engouement pour le foncier manifesté par les familles transnationales fait en effet flamber le prix de la terre (17 fois plus élevé, à prix constants, qu'il y a quarante ans ; 4 fois plus élevé que sur le piémont andin), ne laissant bien souvent d'autre option que d'émigrer à ceux qui souhaiteraient en acquérir. L'accès au foncier passe dès lors par un séjour plus ou moins long à l'étranger, soulevant ce faisant la question de savoir si les inégalités déjà sévères d'accès au foncier (indice de Gini2000 $\geq 0,64$) ne se creuseraient pas davantage encore avec l'émigration.

Relevons enfin qu'avec celle-ci, la main-d'œuvre locale se raréfie et son prix augmente. Pour y faire face, les exploitations patronales (dont celles conduites par les familles transnationales « *iony* stabilisées ») embauchent des saisonnières agricoles provenant des moyennes vallées voisines. Les derniers grands domaines (héritages rémanents des *haciendas*) emploient des salariés permanents formés au métier d'administrateur dans les grandes exploitations laitières des alentours de Quito et de Cuenca. Dans le secteur du bâtiment, les entrepreneurs recrutent des ouvriers péruviens — plus « compétitifs » depuis l'adoption par l'Équateur du dollar américain en 2000 et la libre circulation des personnes au sein de la communauté andine des Nations — acceptant de moindres niveaux de rémunération salariale pour travailler sur les chantiers en plein essor des bourgs de la haute vallée. Pour qui veut comprendre les effets de la mondialisation sur le « local », celle-ci a assurément tout du cas emblématique : en « exportant » une frange croissante de sa population économiquement active tout en « important » (en substitution) celle d'un pays voisin, elle illustre en effet de manière éloquente ce processus de hiérarchisation dynamique des espaces économiques à l'échelle du monde.

POUR DES *LIVELIHOODS* EN PRISE AVEC L'HISTOIRE ET LA MONDIALISATION

Entre celles qui ne peuvent envisager un départ, celles qui ont échoué avec lui, celles qui l'initient à peine ou l'ont entrepris (avec réussite), il y a plusieurs années déjà, le rapport que les familles minifundistes entretiennent au fait migratoire nous dit beaucoup de la façon dont elles modifient leurs *livelihoods* et, partant, leur exploitation agricole, pour tirer parti ou bien faire face à un événement exceptionnel tel que le moment *iony*. Si les familles transnationales « *iony* stabilisées » agrandissent, équipent et spécialisent progressivement leurs exploitations aujourd'hui de type patronal (grâce notamment aux revenus issus de l'émigration), les familles moins bien dotées en capitaux (jeunes ménages au pays et familles monoparentales) s'efforcent de pratiquer une agriculture de polyculture-élevage diversifié qui traduit la priorité accordée à la sécurité alimentaire. C'est sur ce point

précis que nous rejoignons la thèse de Gray, pour s'en éloigner aussitôt après avoir resitué cette forme de production agricole dans son histoire. Car si celle-ci peut apparaître comme une constante anthropologique — non sans avoir toutefois connu un certain nombre de changements dans la façon de produire les animaux et les végétaux qui seront pour une large part auto-consommés (Vaillant, 2013) — elle est partie intégrante de *livelihoods* qui, eux, ont subi de profondes transformations depuis le temps des réformes agraires voici soixante ans.

L'abaissement successif des barrières (économiques, juridiques) et la baisse consécutive des prix réels de nombre de produits (agricoles et artisanaux en particulier) ont eu pour effet d'appauvrir une part croissante des familles indiennes de la haute vallée. Moins bien équipées, moins performantes, moins bien dotées par la nature et par l'histoire (minifundium comme construction sociale), celles-ci se sont dès lors trouvées sans autre alternative que les emplois précaires distribués de plus en plus loin de leur pays, la dimension internationale de la migration contemporaine illustrant ce faisant une nouvelle phase de leur intégration dans la mondialisation. Le fait d'« encastrier » (pour reprendre un mot de Polanyi, 1983) les *livelihoods* dans le temps long de l'histoire et d'engager le débat sur la mondialisation, ce que peinerait à faire le cadre SRL (Scoones, 2009), pourrait expliquer la divergence d'interprétation que nous avons avec Gray sur les transformations de l'agriculture familiale du sud andin de l'Équateur : une divergence pointant l'enjeu (et l'urgence) de la reconnaissance de la diversité des manières d'appréhender les *livelihoods* et de l'exploitation familiale en leur sein (cf. conclusion de l'ouvrage).